



LA PERCEPTION CITOYENNE DES FRONTALIERS DANS LE CANTON DU TESSIN

Oscar Mazzoleni, Andrea Pilotti

Cette contribution illustre comment dans le canton du Tessin, le seul canton suisse situé entièrement au Sud des Alpes et à la frontière avec l'Italie, le thème des relations transfrontalières connaît depuis les années 2000 une politisation sans précédent. La présence accrue des travailleurs frontaliers est ainsi thématisée en lien avec les difficultés socio-économiques rencontrées par le canton italoophone, les relations avec Berne, la question européenne, ainsi que les controverses politiques et diplomatiques avec l'Italie. Les résultats de deux votations populaires, l'initiative fédérale « contre l'immigration de masse » du 9 février 2014 et l'initiative cantonale « Prima i nostri » du 25 septembre 2016, ont été fortement influencés par la perception que les citoyens tessinois ont des travailleurs frontaliers. Si une analyse des représentations sociales montre que les frontaliers sont perçus par les citoyens tessinois soit comme un « problème », soit comme une « ressource », une partie significative d'individus exprime une orientation ambivalente.

Tessin, Suisse, comportement de vote, centre-périphérie, régionalisme, travailleurs frontaliers

The citizen's perception of cross-border workers in the canton of Ticino

This contribution shows how, since the turn of the millennium, the issue of cross-border relations has been increasingly politicized in the Swiss Canton of Ticino, the sole canton situated entirely south of the Alps and bordering Italy. The increase in the number of cross-border workers is discussed in connection with the canton's socio-economic challenges, its relationship to Berne, the European question and the political and diplomatic controversies with Italy. The results of two popular votes – both the federal “Stop mass immigration” initiative (voted upon on February 14th 2014) as well as the cantonal “Prima I nostri”, initiative (voted upon on September 25th 2015) – have been starkly influenced by the perception of cross-border workers by Ticinese citizens. The analysis of their social representations shows that cross-border workers are considered either as a “problem” or a “resource”. Yet a significant share of citizens holds a more ambivalent opinion.

Ticino, Switzerland, voting behavior, centre-periphery, regionalism, cross-border workers

Zur Wahrnehmung von Grenzgängern durch die Bürger im Kanton Tessin

Dieser Beitrag zeigt wie die grenzüberschreitenden Beziehungen im Kanton Tessin – der einzige Kanton, welcher gänzlich jenseits der Alpen und an der Grenze zu Italien liegt – seit dem Jahr 2000 zunehmend politisiert worden sind. Die Zunahme der Grenzgänger wird im Zusammenhang mit den sozioökonomischen Herausforderungen dieses italienischsprachigen Kantons, den Beziehungen zu Bern, der europäischen Frage sowie den politischen und diplomatischen Kontroversen mit Italien diskutiert. Das Resultat der beiden Volksabstimmungen – die eidgenössische Volksinitiative „Gegen Masseneinwanderung“ vom 9. Februar 2014, wie auch die kantonale Initiative „Prima i nostri“ vom 25. September 2016 – wurde sehr stark von der

Wahrnehmung der Grenzgänger durch die Tessiner Bürger beeinflusst. Während die Analyse der gesellschaftlichen Repräsentationen verdeutlicht, dass die Grenzgänger entweder als „Problem“ oder aber als „Ressource“ wahrgenommen werden, zeigt ein großer Teil der Befragten allerdings eine ambivalente Haltung.

Tessin, Schweiz, Wahlverhalten, Zentrum-Peripherie, Regionalismus, Grenzgänger

CITATION PROPOSÉE

Mazzoleni, O. et Pilotti, A. (2019) : La perception citoyenne des frontaliers dans le canton du Tessin. Dans : *Borders in Perspective - UniGR-CBS cahier thématique*. Les travailleurs frontaliers au Luxembourg et en Suisse : Emploi, Quotidien et Perceptions. Vol. 2: pp. 149-161. <https://doi.org/10.25353/ubtr-xxxx-2824-db4c>

Introduction

Depuis la chute du mur de Berlin, les États européens et leurs territoires font face à une profonde libéralisation des échanges, à une interdépendance socio-économique accrue, à l'apparition de nouveaux flux migratoires et à de nouvelles formes d'intégration supranationale. L'ensemble de ces différents processus constitue, d'après de nombreux observateurs, un véritable défi au modèle d'intégration nationale tel qu'il a pu se consolider au cours de la première moitié du XXe siècle. L'affaiblissement de l'intégration nationale témoigne également d'une remise en question des politiques de redistribution d'inspiration keynésienne mises en œuvre notamment durant les Trente Glorieuses. Pour les espaces-frontières, la ré-articulation des échelles du pouvoir et la redéfinition des dynamiques socio-économiques ont ouvert des nouvelles opportunités en termes d'intégration transfrontalière mais aussi des enjeux liés à l'intensification des flux des travailleurs et des capitaux. Si certaines régions de frontières européennes semblent avoir suivi la voie d'une intégration fondée sur la reconnaissance des intérêts réciproques, dans d'autres régions la situation est plus complexe.

L'attention de cette contribution porte sur ce deuxième type de régions, notamment sur le canton du Tessin, le seul canton suisse entièrement situé au Sud des Alpes et à la frontière avec l'Italie. Avec une économie redevable d'une présence accrue de travailleurs frontaliers venant des régions du Nord de l'Italie, notamment la Lombardie et le Piedmont, l'histoire de ce canton est fortement influencée par les dynamiques transfrontalières. Entre les années 1950 et 1970, en rupture avec son passé de pauvreté et d'émigration, le Tessin a vécu un rapide essor économique. Devenue ainsi la troisième place financière de la Suisse, en raison des afflux de capitaux italiens en fuite, ce canton a largement bénéficié de l'apport des travailleurs italiens, actifs notamment dans la construction et le tourisme, les deux secteurs, avec les banques, qui ont assuré la diffusion d'un fort bien-être du canton durant les « Trente glorieuses » et des relations transfrontalières apaisées (Toppi, 2000a ; Mazzoleni, 2017). Le retour des difficultés économiques au début des années 1990, avec le chômage et l'augmentation de la précarité, ont favorisé la montée de sentiments d'insécurité et une politisation sans précédent des relations transfrontalières.

Le but de cet article est précisément de rendre compte de la manière dont ce canton s'est confronté dans les années récentes avec les enjeux

transfrontaliers et d'illustrer en quoi les représentations des travailleurs frontaliers se caractérisent par une configuration à la fois polarisée et ambivalente. Cette contribution se divise en cinq parties. Dans un premier temps, nous allons présenter brièvement le cas tessinois dans son contexte historique ; ensuite, nous discuterons de l'émergence des controverses autour de la frontière au Tessin. Dans la troisième et quatrième partie, nous allons traiter de deux votations populaires dans lesquelles la question des travailleurs frontaliers acquiert une saillance grandissante, à savoir l'initiative contre « l'immigration de masse » et l'initiative cantonale « *Prima i nostri* ». Pour ce faire, nous nous appuyerons sur les résultats de deux enquêtes d'opinion post-référendaires. Enfin, dans la dernière partie de notre contribution, à l'aide d'une analyse par composantes principales, nous nous pencherons sur les perceptions ambivalentes que les citoyens tessinois expriment vis-à-vis des travailleurs frontaliers.

Une frontière apaisée mais socialement peu intégrée

Aucun des 26 cantons suisses ne cumule une position autant périphérique (qui s'exprime en termes linguistiques, géopolitiques et économiques), que le Tessin. Le Tessin est le seul canton suisse dont l'italien est la langue officielle ; il est le seul entièrement situé au Sud des Alpes ; il est l'un des cantons suisses historiquement les moins dynamiques du point de vue économique, n'ayant jamais connu le développement endogène d'un important système industriel, en passant entre les années 1930 et les années 1960 d'une économie de subsistance à une prépondérance de secteurs tertiaires (banques, assurances et tourisme) qui restent fortement dépendants des centres économiques basés principalement dans les villes de la Suisse alémanique (Toppi, 2000a, 2000b). Cependant, les « Trente glorieuses », associées au rôle distributeur de l'État fédéral envers les régions périphériques, ont réduit la saillance de la périphéricité tessinoise : la croissance sans précédents du bien-être économique dans cette région pauvre et de langue minoritaire a contribué, plus qu'ailleurs, à associer bien-être et intégration nationale. Dans ce contexte, les relations avec l'Italie se sont caractérisées par des échanges économiques fondés sur une forte présence de la frontière nationale.

Une large partie des frontières externes du Canton du Tessin est au contact direct avec la Péninsule italienne, en particulier avec la Lombardie. Le Tessin est, d'une part, l'un des 15 cantons suisses qui partagent une partie de leurs frontières avec un État limitrophe. D'autre part, il est aussi l'un des cantons caractérisés par des échanges transfrontaliers les plus intenses, à l'instar de Bâle et Genève. À partir des années 1960, des milliers de travailleurs italiens traversent chaque jour la frontière pour aller au Tessin. De plus, depuis les années 1960, les Italiens ont largement contribué, avec leur argent soustrait au fisc italien, à l'essor de la troisième place financière suisse, Lugano, qui est la plus grande ville tessinoise. En même temps, durant l'Après-guerre, le déplacement des travailleurs suisses vers l'Italie a été pratiquement absent, aussi en raison de l'existence d'écart salariaux qui sont encore aujourd'hui importants.

L'homogénéité linguistique et culturelle (et religieuse aussi, de par les traditions catholiques communes) ne se révèle pas suffisante pour créer un véritable lien social transfrontalier allant au-delà des échanges économiques. Si les Tessinois ont une ouverture partielle vers le Sud, c'est-à-dire la Lombardie et l'Italie, les habitants des régions de Côme et de Varèse ne sont pas tournés vers le Tessin et la Suisse, mais eux aussi vers le Sud, à savoir vers Milan. Par ailleurs, l'ouverture des Tessinois vers le Sud est limitée. Malgré la proximité physique (moins d'une heure en voiture) Milan reste une ville socialement éloignée, encore plus de ce que Paris est pour les Lausannois ou les Genevois. Par ailleurs, pour les Tessinois, l'Italie n'est pas un modèle d'organisation politique et institutionnelle, en opposition avec la « supériorité » du modèle helvétique ; par contre, l'italien parlé au Tessin est moins riche et plus marqué par le dialecte que celui qu'on parle en Italie. Les difficultés d'une intégration sociale tiennent aussi au fait que le Tessin ne dispose pas d'un vrai centre d'attraction urbain, sans compter que l'utilisation des médias reste en quelque sorte unidirectionnel (de par l'accès direct aux chaînes télévisées italiennes depuis la Suisse). Au maintien d'une faible intégration transfrontalière concurrent, dans les années 1990 et 2000, d'autres phénomènes majeurs : tandis que l'Italie, membre fondateur de la Communauté européenne, participe au renforcement de l'intégration européenne, avec l'adoption de l'euro, la Suisse refuse toute adhésion à l'Union européenne (UE) et à l'Espace économique européen (EEE). Lors de plusieurs référendums sur l'intégration européenne, ce sont précisément les citoyens tessinois à se montrer les plus sceptiques envers tout rapprochement à l'UE.

De plus, bien que la collaboration transfrontalière sur le plan institutionnel débute dans les années 1990 également sur la frontière Suisse-UE, elle reste nettement moins structurée et développée si on la compare à d'autres régions transfrontalières à flux intense, notamment autour de Bâle et de Genève. C'est dans ce contexte de faible intégration sociale et de collaboration institutionnelle limitée que les controverses des années 2000 émergent et se consolident.

L'émergence des controverses autour de la frontière

Malgré les fortes résistances venant du canton du Tessin, la majorité des citoyens suisses adhère à la formule des accords bilatéraux sectoriels avec l'UE. Ces accords contribuent à déterminer un tournant dans les relations transfrontalières italo-suisse sur le plan tant socio-économique que politique. L'entrée en vigueur des accords bilatéraux Suisse-UE, et notamment de l'accord sur la libre circulation des personnes pleinement actif depuis 2004, introduira une plus grande perméabilité de la frontière italo-suisse. Des secteurs du marché du travail auparavant protégés par des contingents s'ouvrent à la concurrence ; la libéralisation des capitaux permet à nombre d'entreprises italiennes de s'installer au Tessin et aux artisans italiens d'offrir leurs services. Il s'ensuit une logique compétitive accrue pour le Tessin qui se retrouve plus directement exposé aux aléas de la mondialisation et aux difficultés du marché du travail italien. L'effet conjugué, d'une part, des accords avec l'UE, qui permettent aux frontaliers italiens de travailler dans des secteurs économiques auparavant réservés aux résidents du Canton du Tessin (comme les banques et les assurances), et, d'autre part, de l'explosion de la plus profonde récession économique italienne de l'Après-guerre, qui touche de plein fouet la Péninsule en 2008-2009, posent les conditions d'un bouleversement profond dans les relations transfrontalières italo-suisse.

Depuis la fin des années 2000, on observe un afflux sans égal de frontaliers venant du Nord de l'Italie et travaillant dans le canton du Tessin : de 38 500 en 2007 à plus de 65 000 en 2016 (27.1% de la population active cantonale, taux comparable à la situation genevoise, par rapport à une moyenne nationale d'un peu plus de 5%). En même temps, l'État italien, pour répondre aux difficultés financières croissantes, en accord avec les organisations internatio-

nales, entame une lutte ouverte sans précédents contre la fuite des capitaux, dans le but de récupérer une partie de l'argent déposé dans les banques suisses, notamment de la place financière de Lugano. Si les accords bilatéraux et la récession économique italienne posent des nouveaux défis au marché du travail (inégalités salariales, dumping, etc.), à la survie des petites entreprises locales, l'émergence de tensions entre la Suisse et l'Italie sur le plan politique et diplomatique, mais également entre le Tessin et Berne et le Tessin et le Nord de l'Italie deviennent des enjeux majeurs dans l'espace médiatique et politique transfrontalier durant les années 2000 et 2010 (Mazzoleni et Mueller, 2017). Dans le Tessin, cette vision plus controversée de la frontière italo-suisse va contribuer à un discours qui combine l'opposition à l'intégration européenne, des attentes déçues de protection de la Confédération vis-à-vis de ses périphéries et l'émergence de sentiments anti-italiens. Ce discours met l'accent sur l'impact négatif de la perméabilité de la frontière qui augmente la pression en provenance du Sud, depuis la région de Lombardie (avec 10 millions d'habitants) confrontée à un taux de chômage plus élevé et des salaires plus bas que le Tessin (un canton de 350'000 habitants). Ainsi, un message dominant, qui se diffuse dans l'opinion publique tessinoise, considère que l'augmentation de la perméabilité des frontières nationales implique une diminution du bien-être suisse, et cela en particulier pour le Tessin. Dans ce discours vont jouer un rôle crucial la Ligue des Tessinois et la section tessinoise de l'Union démocratique du centre (UDC), les deux forces politiques les plus actives dans les campagnes référendaires contre les accords bilatéraux Suisse-UE. Unis par la lutte contre l'affaiblissement de la souveraineté et les frontières nationales, ils auront un rôle croissant dans le système politique tessinois. Fondée en 1991, la Ligue des Tessinois est, depuis 2011, la force politique détenant la majorité relative dans le gouvernement tessinois (deux ministres sur cinq). Héritier de l'ancien parti agrarien, l'UDC est le principal parti au niveau national depuis 2003 ; même si dans le canton du Tessin, le parti reste relativement petit et à l'opposition, compte tenu de la concurrence de la Ligue également active sur les enjeux de souveraineté nationale, il a été protagoniste de plusieurs mobilisations contre l'augmentation des travailleurs frontaliers, notamment la campagne d'affiches « Bala i ratt » (« les rats qui dansent ») pour stigmatiser la présence de frontaliers italiens supposées coupables de « voler le fromage suisse ».

Les enjeux de l' « immigration de masse »

Les enjeux liés aux travailleurs frontaliers italiens prennent une saillance croissante y compris à l'occasion de votations populaires. Entre les années 1990 et 2000, les votants tessinois se profilent, lors d'initiatives et référendum populaires fédéraux, parmi les plus opposés à l'intégration européenne et les plus favorables à des orientations restrictives en matière d'immigration (Pilotti et Mazzoleni, 2017b). L'une des plus importantes campagnes politiques de ces dernières années lancée par l'UDC a été l'initiative dite « contre l'immigration de masse ». Si d'une part cette initiative s'inscrit dans le prolongement de l'histoire référendaire suisse sur les questions migratoires, d'autre part sa particularité réside dans la capacité de 'fédérer' des thèmes différents propres à la politique migratoire, à l'asile, au marché du travail et aux relations avec l'UE. Le taux de participation au scrutin du 9 février 2014 a été plutôt élevé (56.6% au niveau national, 57.1% au niveau tessinois). L'initiative est approuvée par une majorité des cantons et par 50.3% des votants au niveau national, et cela malgré l'opposition des principaux partis suisses, des associations patronales et syndicales. La plus nette majorité de votants en faveur de l'initiative s'observe dans le canton du Tessin, avec un soutien de 68.2%. L'analyse de ce vote montre que le vote tessinois a été largement influencé par la peur d'une émargination confédérale et la perception du Tessin comme périphérie vulnérable vis-à-vis de l'Italie et en particulier du Nord de l'Italie (Pilotti et Mazzoleni, 2014 ; Mazzoleni et Pilotti, 2015). À une question ouverte sur les motivations de vote (lors d'une enquête post-référendaire basée sur un échantillon représentatif de 1400 répondants), il apparaît que 29.8% des partisans de l'initiative justifiait son vote favorable en soulignant « l'exigence de réguler une immigration hors contrôle ». Outre cette motivation, les préoccupations liées au marché du travail régional ont joué un rôle central dans le choix de vote. En effet, 42% des votants ayant soutenu l'initiative a fait explicitement référence à cet enjeu pour motiver son soutien à l'initiative UDC. Plus précisément, 21.3% dénonçait que « trop de travailleurs frontaliers produisent du chômage, une compétition excessive ou trop de trafic » ; 11.1% voulait attribuer une préférence nationale, pour les Suisses et les Tessinois, dans le marché du travail ; 10.3% exprimait des craintes au sujet du dumping salarial et du déclin du bien-être acquis dans le passé (Pilotti et Mazzoleni, 2014, pp. 38-40).

Dans le sillage du succès tessinois, quelques mois après le vote sur l'initiative « contre l'immigration de masse », la section tessinoise de l'UDC lance l'initiative populaire cantonale dénommée « Prima i nostri » (Les nôtres d'abord). L'initiative demande d'inscrire dans la Constitution cantonale les principes de l'initiative fédérale acceptée par la majorité des cantons et des votants en 2014. L'initiative de l'UDC tessinoise, soutenue également par la Ligue des Tessinois, demande entre autres l'introduction d'une préférence sur le marché de l'emploi, à égalité de compétences professionnelles, des citoyens tessinois par rapport aux travailleurs étrangers. En juin 2016, le Grand Conseil lui oppose un contre-projet (soutenu par le Parti libéral-radical, PLR, et le Parti démocrate-chrétien, PDC), en jugeant l'initiative comme irréalisable et peu incisive. Lors du vote, le 25 septembre 2016, malgré l'opposition de plusieurs partis politiques (Parti libéral-radical, Parti démocrate-chrétien, Parti socialiste, Les Verts), des associations patronales (Associations des industriels tessinois, Chambre de commerce du Canton du Tessin), ainsi que des syndicats, l'initiative UDC « Prima i nostri » est approuvée par une large majorité des votants tessinois (58,3%).

La préférence « cantonale » et les frontaliers

L'analyse du vote montre que le profil-type du votant en faveur de l'initiative « Prima i nostri » est très similaire de celui identifié pour le partisan de l'initiative « contre l'immigration de masse » (Pilotti et Mazzoleni, 2014 ; Pilotti et al., 2017). Selon une enquête post-référendaire réalisées auprès de 1141 citoyens tessinois, l'initiative « Prima i nostri » a surtout été soutenue par des votants sans aucune formation, n'ayant achevé que l'école obligatoire ou un apprentissage, par les travailleurs salariés ou les chômeurs, ainsi que les électeurs de la Ligue des Tessinois et de l'UDC ou n'ayant aucun parti de référence, ou encore par des personnes n'ayant peu ou pas du tout confiance envers le gouvernement fédéral et les syndicats. L'initiative « Prima i nostri » étant étroitement liée à la situation économique et à celle du marché du travail, il n'est pas surprenant que la perception de la situation économique personnelle et du canton ait pu également jouer un rôle significatif. Une très grande majorité (pas moins de 75%) ayant exprimé un jugement négatif envers la situation économique personnelle, du Tessin et

de la Suisse a approuvé l'initiative « Prima i nostri ». Par ailleurs, il s'avère que cette perception différente de la situation économique a influencé le vote pour l'initiative « Prima i nostri » dans une mesure même plus importante que lors de l'initiative « contre l'immigration de masse ».

La question des travailleurs frontaliers se confirme comme un enjeu qui polarise de manière significative l'orientation du vote du 25 septembre 2016 (Pilotti et al., 2017) (voir tableau ci-dessous). 85.7% de ceux qui ont déclaré être tout à fait d'accord avec l'opinion « la proportion actuelle de travailleurs frontaliers réduit le bien-être de ceux qui vivent au Tessin » ont soutenu l'initiative « Prima i nostri ». 80.3% de ceux qui partagent pleinement l'opinion selon laquelle « l'arrivée de travailleurs frontaliers entraîne une concurrence déloyale au détriment des résidents » et 78.8% des répondants qui partagent pleinement l'opinion selon laquelle « la proportion de frontaliers doit être réglée par un contingent établi par les autorités » ont également soutenu la même initiative. D'autre part, parmi ceux qui se sont prononcés contre l'initiative, une opinion inverse prévaut sur celle des travailleurs frontaliers. Par exemple, parmi ceux qui ne sont pas d'accord sur le fait que « la proportion actuelle de travailleurs frontaliers réduit le bien-être des personnes vivant au Tessin », 84.2% se sont opposés à l'initiative ; une tendance similaire peut être observée parmi ceux qui ne sont pas d'accord avec les opinions selon lesquelles « l'arrivée de travailleurs frontaliers entraîne une concurrence déloyale au détriment des résidents » et « la proportion de frontaliers doit être réglée par un contingent établi par les autorités » (respectivement 82.7% et 85.3% de non à l'initiative). L'affirmation selon laquelle « en raison de la crise dans leur pays, les frontaliers italiens sont contraints de chercher un travail au Tessin » divise les partisans et les opposants de l'initiative : une très large majorité des répondants n'étant peu ou pas du tout d'accord a voté oui à l'initiative (76.9%). Cependant, le choix de vote est plus partagé parmi ceux qui affirment être tout à fait d'accord avec la même opinion, dès le moment que 57,4% de ces derniers a soutenu l'initiative.

Pour comprendre les orientations concernant les responsabilités attribuées aux employeurs, nous avons soumis trois opinions aux répondants. Parmi ceux qui ne partagent pas l'opinion selon laquelle « sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermeraient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois », il y a une forte proportion de partisans de l'initiative (87.8% de oui) ; de même, parmi ceux qui ne sont pas d'accord

avec l'opinion selon laquelle « pour fonctionner, les entreprises tessinoises sont souvent contraintes de recruter de la main d'œuvre en dehors du canton », le vote en faveur de l'initiative l'emporte clairement (84% de oui). En même temps, la part de ceux qui pensent que « les employeurs sont les principaux responsables de l'arrivée excessive de frontaliers au Tessin » et qui ont voté en faveur de l'initiative « *Prima i nostri* » est certes majoritaire, mais dans une moindre mesure (« seulement » 64.8% de oui). D'autre part, une nette majorité de ceux qui sont tout à fait d'accord avec l'idée que « pour fonctionner, les entreprises tessinoises sont souvent contraintes de recruter de la main d'œuvre

en dehors du canton » et que « sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermentaient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois » a voté contre l'initiative (respectivement 63.5% et 68.8% de non). En même temps, ceux qui partagent peu ou pas du tout l'opinion selon laquelle, en général, « les frontaliers assurent une contribution importante à l'économie tessinoise » ont dit oui presque à l'unanimité à « *Prima i nostri* » (94.7%), tandis que « seulement » 67.3% de ceux qui sont tout à fait d'accord avec cette opinion se sont opposés à l'initiative.

Vote à l'Initiative « <i>Prima i nostri</i> »			
	Oui (%)	Non (%)	N
La proportion actuelle de frontaliers réduit le bien-être des personnes vivant au Tessin			
Peu ou pas du tout d'accord	15,8	84,2	158
Assez d'accord	47,2	52,8	248
Tout à fait d'accord	85,7	14,3	356
Ne répond pas	65,0	35,0	40
<i>Total</i>	<i>59,0</i>	<i>41,0</i>	<i>802</i>
Pour fonctionner, les entreprises tessinoises sont souvent contraintes à recruter de la main d'œuvre en dehors du canton			
Peu ou pas du tout d'accord	84,0	16,0	131
Assez d'accord	65,3	34,7	363
Tout à fait d'accord	36,5	63,5	255
Ne répond pas	65,5	34,5	55
<i>Total</i>	<i>59,2</i>	<i>40,8</i>	<i>804</i>
L'arrivée de travailleurs frontaliers entraîne une concurrence déloyale au détriment des résidents			
Peu ou pas du tout d'accord	17,3	82,7	75
Assez d'accord	27,6	72,4	217
Tout à fait d'accord	80,3	19,7	478
Ne répond pas	53,3	46,7	45
<i>Total</i>	<i>59,0</i>	<i>41,0</i>	<i>815</i>
En raison de la crise dans leur pays, les frontaliers italiens sont contraints de chercher un travail au Tessin			
Peu ou pas du tout d'accord	76,9	23,1	78
Assez d'accord	52,8	47,2	197
Tout à fait d'accord	57,4	42,6	486
Ne répond pas	68,1	31,9	47
<i>Total</i>	<i>58,8</i>	<i>41,2</i>	<i>808</i>

Sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermeraient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois			
Peu ou pas du tout d'accord	87,8	12,2	156
Assez d'accord	68,7	31,3	323
Tout à fait d'accord	31,2	68,8	276
Ne répond pas	62,5	37,5	40
<i>Total</i>	<i>59,1</i>	<i>40,9</i>	<i>795</i>
La proportion de frontaliers doit être réglée par un con- tingent établi par les autorités			
Peu ou pas du tout d'accord	14,7	85,3	109
Assez d'accord	38,9	61,1	180
Tout à fait d'accord	78,8	21,2	448
Ne répond pas	64,4	35,6	45
<i>Total</i>	<i>59,8</i>	<i>40,2</i>	<i>782</i>
Les employeurs sont les principaux responsables de l'ar- rivée excessive de frontaliers au Tessin			
Peu ou pas du tout d'accord	21,4	78,6	42
Assez d'accord	49,4	50,6	154
Tout à fait d'accord	64,8	35,2	568
Ne répond pas	61,9	38,1	42
<i>Total</i>	<i>59,4</i>	<i>40,6</i>	<i>806</i>
Les frontaliers assurent une contribution importante à l'économie tessinoise			
Peu ou pas du tout d'accord	94,7	5,3	95
Assez d'accord	75,1	4,9	329
Tout à fait d'accord	32,7	67,3	339
Ne répond pas	64,3	35,7	42
<i>Total</i>	<i>59,0</i>	<i>41,0</i>	<i>805</i>

Tableau 1 : Initiative « Prima i nostri » du 25 septembre 2016 : orientation de vote et perception du flux de frontaliers vers le Tessin (% en lignes)

Source : Enquête Ovpr-Unil, 2016

Un espace des représentations composite

Les perceptions que les citoyens tessinois expriment vis-à-vis des travailleurs frontaliers polarisent le vote mais expriment également une forte ambivalence. Comme déjà observé à l'occasion du vote du 9 février 2014 sur l'initiative « contre l'immigration de masse », il n'existe pas une opinion à priori négative envers les étrangers et plus spécifiquement, lors du vote du 25 septembre 2016, envers les travailleurs frontaliers. En effet, si l'on considère les chiffres absolus, seule une petite minorité des votants interrogés (environ 12%, c'est-à-dire 95 personnes sur 805) affirme être peu ou pas du tout d'accord avec l'opinion selon laquelle « les frontaliers assurent une contribution importante à l'économie tessinoise ». De même, une proportion significative des votants tessinois interviewés (599 personnes sur 795, à savoir 75% des participants) partage assez ou entièrement l'opinion « sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermeraient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois ». Ces ambivalences apparentes quant au jugement exprimé par les votants tessinois sur les travailleurs frontaliers sont finalement tributaires, à l'instar de ce qui avait déjà été observé pour le vote « contre l'immigration de masse », de deux différents raisonnements sur la réalité économique cantonale. Cette ambivalence nous la retrouvons aussi dans l'ensemble des citoyens tessinois avec droit de vote interrogés (et non pas donc les seuls votants) lors de l'enquête réalisée après le vote sur « *Prima i nostri* » du 25 septembre 2016. À l'aide d'une analyse des composantes principales, on peut mettre en évidence deux facteurs sous-jacents aux opinions des citoyens tessinois vis-à-vis des flux et de la présence des frontaliers : le premier de ces facteurs tend à relever une perception de l'afflux des travailleurs frontaliers comme « problème » et le deuxième comme « ressource » ou avantage (voir encadré méthodologique).

À partir des deux facteurs, on peut articuler un espace des représentations sociales déterminé par la relation entre les perceptions exprimées vis-à-vis de l'afflux des frontaliers et une série de variables socio-économiques, culturelles et politiques (Fig. 1 plus loin).

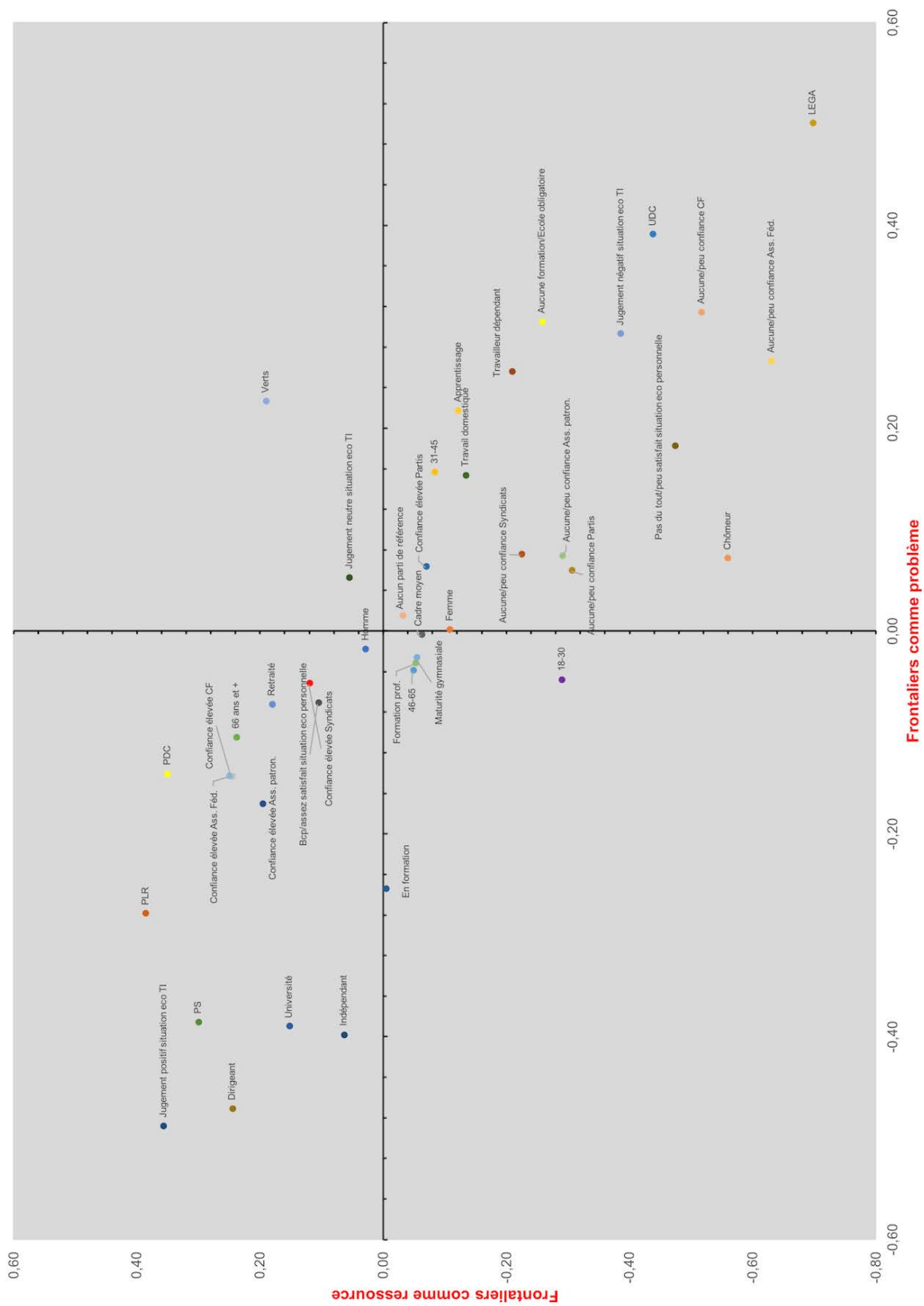
Plusieurs clés de lecture peuvent être considérées. La première est que les individus qui se

sentent plus touchés par la montée de la concurrence transfrontalière sont aussi ceux qui ont une représentation des frontaliers comme « problème ». En effet, parmi ceux-ci on trouve les chômeurs et les citoyens qui tendent à avoir une perception négative de leur propre situation économique. À l'inverse, les interviewés actifs sur le plan professionnel comme dirigeants, ainsi que ceux qui ont une formation universitaire, ceux qui jugent de manière plutôt positive leurs conditions économiques et celles du canton du Tessin perçoivent moins les frontaliers comme un problème, mais plutôt comme une « ressource ». La deuxième interprétation est fondée sur la méfiance envers les institutions politiques. En effet, les interviewés qui ont peu ou aucune confiance envers les autorités politiques (gouvernement et parlement fédéraux, partis politiques) manifestent une orientation critique envers les travailleurs frontaliers jugés comme étant « un problème ». Finalement, l'interprétation qui met l'accent sur la politisation de l'enjeu montre une polarisation nette entre, d'une part, les citoyens proches de la Ligue des Tessinois et de l'UDC et, d'autre part, les citoyens proches du PS. Pourtant, dans le quadrant de ceux qui considèrent les frontaliers comme « ressource » et moins comme problème, nous observons également les votants des deux principaux partis du centre-droit, le PLR et le PDC. Par contre, les individus ayant un âge compris entre 46 et 65 ans, les citoyens qui n'ont pas de parti de référence, qui ont une confiance élevée dans les syndicats, qui n'ont pas une opinion claire sur la situation économique du canton constituent les catégories les plus ambivalentes envers les frontaliers et leur afflux. Ce qu'on peut qualifier comme un *espace de l'ambivalence* (au milieu du graphique) est donc en large partie exprimé par des individus politiquement modérés, peu touchés par la politisation, l'action des partis et les tensions sur le marché du travail et qui peuvent tourner dans un sens ou dans un autre aux prochaines échéances électorales ou référendaires. Dans cet espace de l'ambivalence deux arguments semblent s'imposer. D'une part, on reconnaît que l'économie tessinoise ne peut pas se passer en général de la main d'œuvre frontalière. D'autre part, on estime la situation contingente, peu réglementée et marquée par un important taux de frontaliers en concurrence avec les travailleurs résidents, comme étant problématique.

Encadré méthodologique

Les résultats présentés dans le tableau 1 sont tirés d'une enquête par questionnaire postal réalisée par l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne (Ovpr-Unil) à l'occasion de la votation populaire du 25 septembre 2016 sur les initiatives « Prima i nostri » e « Basta con il dumping salariale in Ticino ». L'enquête post-référendaire a été réalisée dans les semaines suivantes (fin septembre – octobre 2016). 1141 citoyens suisses ayant droit de vote et résidants dans le canton du Tessin ont répondu à l'enquête. L'échantillon utilisé dans cette analyse est représentatif en termes de sexe, âge, participation et choix de vote (pour plus de détails, voir : www.unil.ch/ovpr/votazioni_ticinesi_2016).

L'analyse par composante principale est effectuée avec la méthode varimax (rotation orthogonale), avec une variance expliquée de 60% pour deux facteurs (ou composantes). Les 8 variables comprises dans le modèle résultent des réponses aux affirmations reproduites dans le tableau 1. Selon le niveau de saturation, quatre variables sont principalement sous-jacentes à la première composante (la proportion actuelle de frontaliers réduit le bien-être des personnes vivant au Tessin ; l'arrivée de travailleurs frontaliers entraîne une concurrence déloyale au détriment des résidents ; la proportion de frontaliers doit être réglée par un contingent établi par les autorités ; les employeurs sont les principaux responsables de l'arrivée excessive de frontaliers au Tessin) ; les quatre autres variables saturent surtout sur la deuxième composante (pour fonctionner, les entreprises tessinoises sont souvent contraintes à recruter de la main-d'œuvre en dehors du canton; en raison de la crise dans leur pays, les frontaliers italiens sont contraints de chercher un travail au Tessin; sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermeraient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois; les frontaliers assurent une contribution importante à l'économie tessinoise).



Espace des perceptions des citoyens tessinois vis-à-vis des frontaliers comme « ressource » ou « problème » Fig. 1
 Source : Enquête Ovpr-Unil, 2016

Conclusion

Depuis les années 2000, le Tessin est caractérisé par d'intenses controverses transfrontalières qui s'expriment notamment sur le plan politique et référendaire.

Bien que le thème des travailleurs frontaliers soit également présent dans d'autres régions de la Suisse (Helbling, 2011), cet enjeu a pris une importance sans égal au Tessin. La présence accrue de travailleurs frontaliers est thématisée en lien avec les difficultés socio-économiques persistantes du canton, les relations avec Berne, la question européenne et les controverses politiques et diplomatiques qui surgissent avec l'Italie dans la deuxième partie des années 2000.

En témoignent les orientations dominantes du vote tessinois pour l'initiative du 9 février 2014 « contre l'immigration de masse », ainsi que celles du vote sur l'initiative cantonale « *Prima i nostri* » du 25 septembre 2016. Parmi les éléments saillants expliquant ce vote figure la perception que les citoyens tessinois ont des travailleurs frontaliers. Les partisans de l'initiative partagent de manière beaucoup plus significative les opinions selon lesquelles « la proportion actuelle de travailleurs frontaliers réduit le bien-être de ceux qui vivent au Tessin » ou encore que « l'arrivée de travailleurs frontaliers entraîne une concurrence déloyale au détriment des résidents ». En même temps, il n'existe pas d'opinion à priori

négative envers les étrangers et plus spécifiquement les travailleurs frontaliers. En 2016, seule une petite minorité de votants (environ 12%) affirme être peu ou pas du tout d'accord avec l'idée selon laquelle « les frontaliers assurent une contribution importante à l'économie tessinoise ». En effet, les réticences ou les critiques envers le niveau et/ou la qualité de l'afflux actuel des frontaliers italiens ne semblent pas remettre en cause la reconnaissance de leur apport au bien-être du canton.

Une analyse des perceptions de l'ensemble de l'échantillon des citoyens confirme un espace de représentations où les frontaliers peuvent être vus soit comme « problème » soit comme « ressource ». En même temps, des orientations ambivalentes sont également très présentes, notamment auprès de citoyens les plus distants des luttes partisans. Dès lors, si la perception des travailleurs frontaliers est fortement redevable de la polarisation politique, cette interprétation ne permet pas de rendre compte de l'ensemble des orientations des votants et des citoyens.

On peut alors se demander dans quelle mesure les tendances observées sont également tributaires d'une intégration sociale limitée de l'espace transfrontalier, qu'on a pu qualifier de « non-lieu », pour reprendre le concept formulé par Marc Augé (De Michelis, 2014). De plus, on peut aussi s'interroger – et cela sollicite des nouvelles pistes de recherche – sur les raisons des ambivalences et de l'effet des logiques « micro » et « macro », à court et à long terme.

*Une version abrégée de cette contribution est parue dans la revue *terra cognita* éditée par la Commission fédérale des migrations (CFM) (Pilotti et Mazzoleni 2017a).*

RÉFÉRENCES

- De Michelis, L. (2014) 'Per una sociologia della frontiera insubrica', dans Mazzoleni, O. et Ratti, R. (éds.), *Vivere e capire le frontiere in Svizzera*, Dadò, Locarno, pp. 131-143.
- Helbling, M. (2011) 'Why Swiss-Germans dislike Germans. Opposition to culturally similar and highly skilled Immigrants', *European Societies*, Vol. 13 No 1, pp. 5-27.
- Mazzoleni, O. (2017) *Les défis du régionalisme politique en Suisse. Le Tessin et ses relations avec Berne*, Slatkine, Genève.
- Mazzoleni, O. et Pilotti, A. (2015) 'The Outcry of the Periphery ? An Analysis of Ticino's No to Immigration', *Swiss Political Science Review*, Vol. 21 No 1, pp. 63-75.
- Mazzoleni, O. et Mueller, S. (2017) 'Cross-Border Integration through Contestation ? Political Parties and Media in the Swiss-Italian Borderland', *Journal of Borderlands Studies*, Vol. 32 No 2, pp. 173-192.
- Pilotti, A. et Mazzoleni, O. (2014) *Il voto ticinese sull'iniziativa 'contro l'immigrazione di massa' del 9 febbraio 2014*, Travaux de science politique, Université de Lausanne, Lausanne.
- Pilotti, A. et Mazzoleni, O. (2015) 'Crises économiques et identitaires qui mènent à l'opposition', *terra cognita*, Vol. 26, pp. 96-98.
- Pilotti, A. et Mazzoleni, O. (2017a) 'Le vote sur l'initiative "Prima i nostri"', *terra cognita*, Vol. 31, pp. 106-109.
- Pilotti, A. et Mazzoleni, O. (2017b) 'Analisi del voto ticinese sui temi di politica migratoria', *Forum*, Vol. 9, pp. 75-86.
- Pilotti, A., Mazzoleni, O., Rossini, C. et Braulin, M. (2017) *Le votazioni ticinesi del 25 settembre 2016 : 'Prima i nostri' e 'Basta con il dumping salariale in Ticino'. Un'analisi del voto*, Rapport d'enquête Ovpr, Université de Lausanne, Lausanne.
- Toppi, S. (2000a) 'La crescita economica (1945-1975) : la scommessa industriale', dans Ceschi, R. (éd.), *Storia del Cantone Ticino. Il Novecento*, (2^{ème} éd.), Casagrande, Bellinzona, pp. 593-614.
- Toppi, S. (2000b) 'La crescita economica (1945-1975) : la ricerca di aperture e l'avvento del terziario', dans Ceschi, R. (éd.), *Storia del Cantone Ticino. Il Novecento*, (2^{ème} éd.), Casagrande, Bellinzona, pp. 615-640.

ADRESSES

Oscar Mazzoleni, Observatoire de la vie politique régionale (Ovpr), Institut d'études politiques, historiques et internationales, Quartier UNIL-Mouline, Bâtiment Géopolis, Bureau : 4349, Université de Lausanne, 1015 Lausanne, Suisse, oscar.mazzoleni@unil.ch

Andrea Pilotti, Observatoire de la vie politique régionale (Ovpr), Institut d'études politiques, historiques et internationales (IEPHI), Faculté des sciences sociales et politiques (SSP), Quartier UNIL – Mouline, Bâtiment Géopolis - Bureau 4543, Université de Lausanne, 1015 Lausanne, Suisse, andrea.pilotti@unil.ch

NOTES BIOGRAPHIQUES

OSCAR MAZZOLENI est professeur titulaire en Science politique et directeur de l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne. Il a également enseigné à l'Université de Genève, de Turin, de Salzburg, à la Sorbonne I, à Science-Po Paris et à l'HES de la Suisse italienne. Ses recherches portent sur la vie politique régionale, les partis politiques et les mobilisations populistes.

ANDREA PILOTTI est docteur en science politique de l'Université de Lausanne. Il est actuellement responsable de recherche à l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne (OVPR). Il est également membre de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS) et codirige un projet de recherche, financé par le Fonds national suisse, sur les transformations urbaines de quatre villes suisses et l'évolution du profil de leurs élus locaux depuis les années 1940. Ses recherches portent sur le recrutement parlementaire, les élites politiques, ainsi que la politique régionale et urbaine.



Interreg
Grande Région | Großregion



BORDERS IN PERSPECTIVE

UniGR-CBS Cahier Thématique 2/2019

LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS AU LUXEMBOURG ET EN SUISSE : Emploi, Quotidien et Perceptions

UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG
Isabelle Pigeron-Piroth, Christian Wille (éds.)

ÉDITEURS

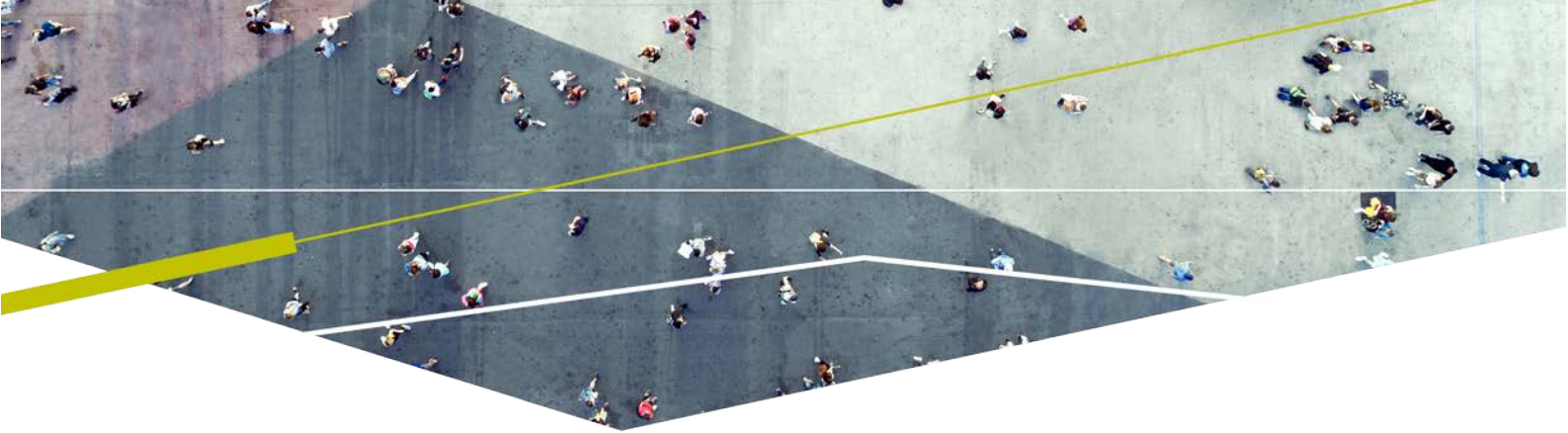
Isabelle Pigeron-Piroth

Université du Luxembourg
UniGR-Center for Border Studies
c/o Institute of Geography and Spatial Planning
11, Porte des Sciences
L-4366 Esch-sur-Alzette

Christian Wille

Université du Luxembourg
UniGR-Center for Border Studies
c/o Institute of Geography and Spatial Planning
11, Porte des Sciences
L-4366 Esch-sur-Alzette

UniGR-Center for Border Studies
Luxembourg, 2019
DOI : <https://doi.org/10.25353/ubtr-xxxx-2824-db4c>



UniGR-Center for Border Studies

CENTRE EUROPEEN D'ETUDES SUR LES FRONTIERES
EUROPÄISCHES ZENTRUM FÜR GRENZRAUMFORSCHUNG

EN It is a thematic cross-border network of approximately 80 researchers within the university grouping University of the Greater Region (UniGR) conducting research on borders, their meanings and challenges. Due to its geographical position in the “heart of Europe”, its expertise and disciplinary diversity, the UniGRCBS has the best prerequisites for becoming a European network of excellence. For the creation of a “European Center for Competence and Knowledge in Border Studies”, the Interreg VA Greater Region program provides the UniGR-CBS network with approximately EUR 2 million ERDF funding between 2018 and 2020. Within this project, the UniGR-CBS aims at developing harmonized research tools, embedding Border Studies in teaching, promoting the dialogue on cross-border challenges between academia and institutional actors and supporting the spatial development strategy of the Greater Region.

FR C'est un réseau transfrontalier et thématique qui réunit environ 80 chercheuses et chercheurs des universités membres de l'Université de la Grande Région (UniGR) spécialistes des études sur les frontières, leurs significations et enjeux. Grâce à sa position géographique au « cœur de l'Europe », à sa capacité d'expertise et à la diversité des disciplines participantes, l'UniGR-CBS revêt tous les atouts d'un réseau d'excellence européen. L'UniGR-CBS bénéficie d'un financement d'environ 2 M € FEDER pendant trois ans dans le cadre du programme INTERREG VA Grande Région pour mettre en place le Centre européen de ressources et de compétences en études sur les frontières. Via ce projet transfrontalier, le réseau scientifique UniGR-CBS créera des outils de recherche harmonisés. Il œuvre en outre à l'ancrage des Border Studies dans l'enseignement, développe le dialogue entre le monde scientifique et les acteurs institutionnels autour d'enjeux transfrontaliers et apporte son expertise à la stratégie de développement territorial de la Grande Région.

DE Es ist ein grenzüberschreitendes thematisches Netzwerk von rund 80 Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern der Mitgliedsuniversitäten des Verbunds Universität der Großregion (UniGR), die über Grenzen und ihre Bedeutungen sowie Grenzraumfragen forschen. Dank seiner geographischen Lage „im Herzen Europas“, hoher Fachkompetenz und disziplinärer Vielfalt verfügt das UniGR-CBS über alle Voraussetzungen für ein europäisches Exzellenz-Netzwerk. Für den Aufbau des Europäischen Kompetenz- und Wissenszentrums für Grenzraumforschung wird das Netzwerk UniGR-CBS drei Jahre lang mit knapp 2 Mio. Euro EFRE-Mitteln im Rahmen des INTERREG VA Großregion Programms gefördert. Im Laufe des Projekts stellt das UniGR-Netzwerk abgestimmte Forschungswerkzeuge bereit, verankert die Border Studies in der Lehre, entwickelt den Dialog zu grenzüberschreitenden Themen zwischen wissenschaftlichen und institutionellen Akteuren und trägt mit seiner Expertise zur Raumentwicklungsstrategie der Großregion bei.



Sommaire

Préface/Vorwort

Heinz Bierbaum, Jeanne Ruffing
(Observatoire Interrégional du Marché de l'Emploi de la Grande Région) 7

Le travail frontalier dans une optique comparative : Contextes et enjeux

Isabelle Pigeron-Piroth, Christian Wille (Université du Luxembourg) 9

Le travail frontalier au Luxembourg : Eléments de contexte et de portrait statistique

Isabelle Pigeron-Piroth (Université du Luxembourg) 13

Les Lorrains actifs à l'étranger : Une analyse cartographique au niveau communal

Isabelle Pigeron-Piroth, Malte Helfer (Université du Luxembourg) 27

Les impacts économiques et territoriaux du travail frontalier sur les territoires de résidence : L'exemple du bassin de Longwy

Rachid Belkacem (Université de Lorraine), Isabelle Pigeron-Piroth (Université du Luxembourg) 41

Déchiffrer le phénomène des travailleurs transfrontaliers en Suisse

Cédric Duchêne-Lacroix (Université de Bâle), Christian Wille, Isabelle Pigeron-Piroth (Université du Luxembourg) 57

Travail frontalier et maux du marché du travail : Le cas suisse

Sylvain Weber (Université de Neuchâtel), José V. Ramirez, Giovanni Ferro Luzzi (HES-SO Genève) 73

Quelles attitudes et satisfaction envers les moyens de transport ? Le cas des frontaliers travaillant au Luxembourg

Philippe Gerber (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research), Marius Thériault (Université Laval), Samuel Carpentier-Postel (Aix Marseille Université), Christophe Eaux (Université de Strasbourg) 85

Travailler et vivre dans les confins. Modes d'aménagement de la vie quotidienne des frontaliers travaillant dans le « Grand Genève »

Claudio Bolzman, Nasser Tafferant (Haute école de travail social Genève) 101

Le travail frontalier à travers quelques illustrations photographiques

Nasser Tafferant (Haute école de travail social Genève) 113

Quelle peut être la participation sociale des travailleurs transfrontaliers ? Réflexions sur la territorialité, la marginalité et le bien commun en contexte frontalier

Cédric Duchêne-Lacroix (Université de Bâle)

117

Wie werden Grenzgänger von institutionellen Akteuren in der Region Basel wahrgenommen?

Nadja Lützel (Universität Basel)

129

Les frontaliers perçus par les acteurs institutionnels dans le canton du Tessin

Paola Solcà (Haute école spécialisée de la Suisse italienne)

139

La perception citoyenne des frontaliers dans le canton du Tessin

Oscar Mazzoleni, Andrea Pilotti (Université de Lausanne)

149

Le travail frontalier au Luxembourg et en Suisse : Similitudes, différences et défis communs

Isabelle Pigeron-Piroth, Christian Wille (Université du Luxembourg)

163